

Asile : la tension monte au fédéral

Les propos de la N-VA sur les réfugiés irritent le CD&V, qui attend plus de fermeté du Premier ministre.

Ca chauffe à nouveau au sein de la majorité fédérale. Et c'est à nouveau entre nationalistes et démocrates chrétiens du Nord que la tension monte.

Les propos des élus N-VA dans le dossier des migrants irritent particulièrement leurs collègues du CD&V. Ces derniers multiplient donc dans la

presse les déclarations pour se démarquer de leur partenaire fédéral. Ce mercredi encore, l'eurodéputé Ivo Belet déclarait au *Morgen* : « *Je ne vois pas beaucoup de différence entre la tactique d'Orban et celle de De Wever.* »

Le CD&V a clairement décidé de passer à l'offensive pour se démarquer des nationalistes et

de leur discours musclé, clairement opposé aux valeurs des démocrates chrétiens.

Au-delà de cette stratégie vis-à-vis de la N-VA, le CD&V attend également que Charles Michel prenne position. Un démocrate chrétien le résume ainsi : « *C'est à lui de décider s'il laisse faire. Mais cela pourrait devenir irréconciliable.* » ■

Réfugiés : le clivage européen s'étend à la Belgique

► **CD&V et N-VA s'affrontent à nouveau, cette fois sur l'asile.**

► **Les chrétiens voudraient que le Premier ministre soit plus ferme avec les nationalistes.**

Etre comparé à Viktor Orban, le Premier ministre hongrois, n'est pas le plus joli compliment de l'heure. Pourtant, c'est cette comparaison qu'un CD&V a osé à propos d'un collègue de majorité N-VA. Dans *De Morgen*, mercredi, l'eurodéputé Ivo Belet déclarait en effet : « *Je vois peu de différence entre la tactique d'Orban et celle de De Wever. Ils essaient tous deux durement de garder de bons rapports avec leurs électeurs d'extrême droite.* »

Les propos récents de nationalistes flamands sur les réfugiés ne plaisent pas aux démocrates chrétiens. Le statut social spécial imaginé par Bart De Wever ; le soutien apporté par la députée Sarah Smeyers selon laquelle « *soit on*

construit un mur autour de la sécurité sociale, soit on construit un mur autour du pays » ; ou encore l'idée de Liesbeth Homans de refuser un logement à ceux qui en ont un dans leur pays : tout cela heurte les convictions CD&V.

Alors le week-end dernier, dans *Het Nieuwsblad*, le président du parti Wouter Beke a taclé son partenaire N-VA : « *On ne peut pas d'une part demander aux bourgmestres de prévoir des places d'accueil supplémentaires et, d'autre part, polariser et empoisonner l'opinion publique, en tant que parti* », a-t-il lancé. Evoquant aussi l'idée N-VA de renvoyer vers la Turquie les bateaux venant de ce pays. « *De cette manière, on dit en fait : ces gens ne devraient pas être ici. Avec un tel double signal, les communes ne se sentent pas soutenues pour créer des places d'accueil.* »

Ce n'est pas la première fois, tant s'en faut, que le CD&V et la N-VA se fritent dans la majorité. Le tax shift et le volet social des réformes économiques ont déjà donné lieu à bien des affrontements. Désormais, c'est le dossier de l'asile qui révèle les dissensions, donc une

certaine fragilité gouvernementale. Pourquoi les laisser transparaître aussi clairement ? Pour des raisons de forme et de fond.

Le CD&V passe à l'offensive contre la N-VA

« *Le CD&V a décidé d'être plus polémique à l'égard de la N-VA, plus assertif, de souligner ses paradoxes, nous confie un démocrate chrétien. On surveille donc tout ce qu'ils disent. Dans le dossier des réfugiés, Bart De Wever est gêné aux entournures car Theo Francken doit ouvrir les portes. Les propositions de De Wever sont contraires aux traités internationaux et européens et procèdent d'une attitude d'extrême droite qui flatte les bas instincts des gens.* » Autrement dit, la sortie d'Ivo Belet contre un partenaire de gouvernement n'embête pas son parti, car il est dans la ligne du parti.

D'autant, ajoute notre CD&V, qu'« *Ivo Belet le fait assez habilement, en essayant de distancer Bart De Wever de ses ministres. Et De Wever ne peut pas vraiment répliquer : s'il approuve Orban, on dira qu'il est d'extrême droite ; s'il le désapprouve, il aura des ennuis*

avec son électorat ». Le président de la N-VA n'est d'ailleurs pas entré dans la polémique : « *Je ne siège pas avec Orban dans un groupe parlementaire, s'est-il contenté de répliquer. Monsieur Belet bien* » (le parti de Viktor Orban et le CD&V appartenant tous deux au PPE).

Se distancer de l'approche N-VA, « *c'est bien la position officielle, confirme un autre CD&V. D'autant que les propos nationalistes alimentent l'hostilité à l'égard des réfugiés* ». On touche là à l'autre aspect : le clivage idéologique.

Le CD&V voudrait que le Premier ministre se montre plus ferme

« *Tout cela touche à l'essentiel de notre idéologie, de notre conviction humaine, poursuit cet autre*

CD&V. Nous voulons rester nous-mêmes et convaincre les gens sur la base de nos valeurs, pas en répondant aux provocations. » Le CD&V ressentirait-il un nouveau malaise au sein du gouvernement (après celui sur le tax shift) ? « *Ce sera au Premier ministre à gérer ça* », nous répond-on. Revoilà un discours déjà entendu cet été dans les rangs CD&V, lorsque Kris Pee-

ters a évoqué une crise de confiance au kern : « *Wouter Beke s'est exprimé clairement ; le MR s'est distancé des propos N-VA. Mais dans quelle mesure cela se reflète-t-il dans le positionnement du Premier ministre ? On observe qu'il ne réagit guère.* » Charles Michel devrait-il davantage intervenir afin que cessent certains dérapages nationalistes ? « *C'est à lui*

de décider s'il laisse faire. Mais cela pourrait devenir irréconciliable. » Car les propos N-VA évoqués ci-dessus entrent en contradiction frontale avec les positions CD&V. Comme MR d'ailleurs...

Un autre démocrate chrétien encore le dit ainsi : « *C'est normal d'en référer au Premier ministre, qui doit jouer son rôle. Ce qui ne veut pas dire qu'il doit toujours répondre aux demandes d'un partenaire d'en attaquer un autre. Mais en interne, beaucoup sont d'accord avec Ivo Belet. Nous prônons une approche humaine des réfugiés. Le CD&V essaie de jouer la conscience du gouvernement, le côté social, face à trois partis plus à droite.* » Ce qui, on le sait, énerve passablement ses partenaires... ■

MARTINE DUBUISSON

Besoins psychologiques urgents

Traumatisés par la guerre et fragilisés par l'exil, la moitié des migrants ont besoin de soins psychologiques urgents, a alerté mercredi la Chambre allemande des psychothérapeutes (BPtK), déplorant une prise en charge quasi inexistante en Allemagne. Quelque 70 % des demandeurs d'asile ont déjà été témoins de violences graves, la dépression frappe une personne sur deux et 40 à 50 % des réfugiés souffrent de syndrome

de stress post-traumatique, expliquent les psychothérapeutes. La BPtK réclame dès lors le recrutement de thérapeutes et d'interprètes dans les centres de premier accueil, les besoins y étant au moins 20 fois supérieurs aux 3.000 à 4.000 migrants bénéficiant chaque année d'une thérapie. (afp)

Paris débloque des fonds

Le gouvernement français va débloquer 279 millions d'euros supplémentaires pour l'accueil des réfugiés et 250 millions d'euros pour l'hé-

bergement d'urgence, a indiqué le Premier ministre Manuel Valls mercredi lors d'un débat parlementaire. « *Au total, ce sont 279 millions d'euros qui seront mobilisés d'ici à la fin de 2016 au titre du premier accueil, de l'hébergement d'urgence, de l'aide forfaitaire aux communes* », a précisé Manuel Valls. Pour 2017, ces crédits supplémentaires doivent atteindre 334 millions, a-t-on par ailleurs indiqué dans l'entourage du chef du gouvernement, soit un total dépassant les 600 millions d'euros d'ici la fin 2017. (afp)

camp Vers un démantèlement progressif

Je suis très inquiet par rapport à la situation dans le camp. » Yvan Mayeur n'est pas le seul à exprimer ses inquiétudes quant à la situation au Parc Maximilien. Plusieurs associations actives sur le site rapportent des risques sanitaires – des cas de gale, notamment, ont déjà été détectés, des

problèmes pulmonaires se posent de plus en plus fréquemment. D'autres pointent, à demi-mot, les risques pour la sécurité, évoquant la présence « *de quelques "durs" et de dealers* ».

Sans aller jusque-là, il est de toute façon évident que le campement perdu entre les bureaux du

quartier Nord ne peut plus rester ouvert très longtemps. Au total, 350 tentes s'enfoncent chaque jour un peu plus dans la boue ; les quelques biens sauvés par les candidats à l'asile s'empilent sous la pluie. Dans la gadoue, on croise beaucoup d'hommes seuls, quelques familles aussi, et une

nuée d'aidants, membres des associations (Samu social, Médecins du monde, Croix-Rouge) et simples bénévoles.

300 candidats à l'asile hébergés au WTC 3 cette nuit

Au total, calcule la plate-forme citoyenne, un millier de personnes y ont trouvé refuge. « *Dont 800 à 850 personnes qui sont des réfugiés, ils se sont présentés à l'Office des Etrangers mais n'ont reçu un rendez-vous que dans dix jours* », assure Elodie Francart. La porte-parole du collectif balaie, avec lassitude, la question des chiffres. Nombre d'intervenants présents dans le Parc mentionnent pourtant la présence, non négligeable, de Roms, sans-abri et sans-papiers. « *Tout au plus 10 % !* » Et de s'en prendre « *aux politiques* » qui n'assurent le pré-accueil – un nouveau concept qui désigne l'hébergement des candidats à l'asile avant qu'ils n'aient été auditionnés

à l'Office des étrangers et reçu une place dans un centre d'accueil – que pour 300 personnes, au WTC 3 tout proche. La nuit de mardi à mercredi, l'immeuble a accueilli 157 personnes. Mais, maintenant qu'il est ouvert 24 heures sur 24, que ses occupants peuvent y laisser leurs affaires dans une consigne sécurisée et y recevoir des repas, et que la météo se dégrade, la Croix-Rouge s'attendait à une fréquentation bien plus importante. De fait : mercredi soir, vers 20h30, 300 personnes (la capacité maximale) s'étaient installées dans le bâtiment.

Quid des prochains jours ? Faudra-t-il refuser du monde ? La plate-forme citoyenne estime que oui. Les autres associations jugent que c'est probable, même si certains candidats à l'asile peuvent compter sur un toit offert par des proches ou des compatriotes. En coulisses, la Ville et le gouvernement fédéral explorent en tout cas

d'autres espaces susceptibles d'être rapidement mis à disposition du pré-accueil si le WTC 3 affiche complet.

De son côté, la plate-forme citoyenne, lassée de « *l'inaction des politiques, inacceptable* » a proposé mercredi soir ses pistes. S'inspirant d'exemples étrangers, elle lance un appel aux citoyens. « *Nous leur demandons d'accueillir des réfugiés chez eux, explique Elodie Francart. Dès samedi, un site Internet permettra aux citoyens de faire offre d'hébergement. Et, pour ceux qui n'ont pas la possibilité d'héberger des gens, nous leur proposons un système de parrainage, qui permettra de payer des nuits d'hôtel.* » Un démantèlement, de facto, du camp ? « *Oui. C'est notre objectif. Mais de façon progressive.* » Une option qui s'impose, vu les conditions dans lesquelles les occupants doivent y vivre. ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

UE La démocratie chrétienne européenne défend Orban

Viktor Orban et le PPE, un problème ? Au Parti populaire européen, ou plus précisément au groupe politique éponyme du Parlement européen, la réponse est aussi brève et nette que la question de l'éventuelle inadéquation du premier ministre hongrois à la famille démocrate-chrétienne est ancienne : il n'y a pas de problème Orban !

Le Premier ministre hongrois est critiqué voire vilipendé de toutes parts, et pas seulement en Europe. Tant pour les mesures qu'il a mises en place pour bloquer les arrivées de réfugiés sur son territoire (la clôture barbelée, des lois spéciales criminalisant le passage irrégulier de la frontière...), que pour ses propos

(la « menace sur l'identité chrétienne de l'Europe, « *Restez en Turquie, vous êtes en sécurité là-*

S'il y a une gêne au sein du groupe PPE, elle n'est pas très visible à l'extérieur

bas ! ») Après ses propos d'il y a quelques mois sur la peine de mort, sur la réintroduction de laquelle il faudrait consulter les citoyens, les critiques fusent non seulement à l'adresse de Viktor Orban, dont le pays bloque toujours le projet de répartition de 120.000 réfugiés proposé par la Commission européenne ; elles tombent aussi sur le PPE, l'honorable famille démocrate-chrétienne européenne, qui abrite sans broncher le parti de Viktor Orban.

S'il y a « une gêne » au sein du groupe PPE, comme nous le déclare l'eurodéputé CDH Claude Rolin, elle n'est pas très visible à l'extérieur. Et la parole officielle du PPE défend le premier ministre hongrois, dans le cas de la crise des réfugiés, en dépit de quelques nuances dissonantes, comme le reconnaît le chef de groupe Manfred Weber (lire aussi ci-dessous). « *Il n'y a aucun désaccord par rapport à ce que fait M.Orban, répond un porte-parole du groupe PPE : il fait le travail que les Grecs refusent de faire à leurs frontières. Il ne fait rien qui soit contraire aux règles de Schengen. Au contraire, il fait ce qui est demandé aux États : protéger les frontières extérieures de la zone.* »

Tout au plus, reconnaît-on qu'il est « *un peu expressif* ». Après ses propos sur la peine de mort au printemps dernier, Viktor Orban avait d'ailleurs passé une rencontre houleuse avec le groupe PPE, où il lui avait été signifié que s'il devait défendre la peine de mort, cette famille politique n'était plus la sienne.

Aujourd'hui sur la crise des réfugiés, il ne s'est trouvé aucune voix au PPE pour critiquer sur le fond les mesures prises par Viktor Orban en Hongrie (sauf Claude Rolin, lire ci-dessous). Ici et là, on a pu entendre mezza voce quelques doutes sur la « manière » de protéger la frontière (c'est-à-dire la clôture, qui ne fait quand même pas très bon genre). Mais, que ce soit au PPE, ou même parmi les dirigeants européens, on s'est bien gardé de critiquer le dirigeant hongrois : car tout le monde sait bien que l'un des facteurs de la crise a été l'incapacité, voire le manque de volonté de la Grèce et de l'Italie à contenir et contrôler les départs des réfugiés vers le reste de l'Europe...

Reste un paradoxe, ou un non-dit. Le PPE, comme les deux autres groupes politiques

qui constituent la majorité du Parlement européen (sociaux-démocrates du S&D et libéro-centristes de l'ADLE) soutiennent officiellement la stratégie et les propositions concrètes

de la Commission européenne pour gérer la crise actuelle. Dont la fameuse redistribution des réfugiés, dont Orban ne veut pas entendre parler, même si elle devait bénéficier à son pays comme le plan Juncker l'a conçu dans le mécanisme d'urgence pour les 120.000 demandeurs d'asile. Il y a donc bien un hiatus entre le PPE comme tel, et le gouvernement hongrois, sur la manière de gérer la crise. (Le S&D vit le même problème, « son » Premier ministre slovaque Robert Fico étant l'autre opposant enragé aux relocalisations obligatoires, lui qui a accepté du bout des lèvres de prendre uniquement des chrétiens...)

Mais Orban est-il en opposition avec les valeurs européennes ? « Clairement oui, juge Yves Bertonecini, directeur de l'Institut Jacques Delors/Notre Europe. Adopter des lois qui criminalisent le passage de frontières, alors qu'on sait que ce

sont tous des réfugiés qui tentent de la passer, ou à tout le moins des demandeurs qu'il faudra examiner, c'est contraire aux valeurs, voire aux conventions internationales. Ces réfugiés ne sont pas des criminels mais des victimes et il y a parmi eux des enfants, des femmes et des vieillards. Et il y a aussi les discours, qui sont xénophobes. Je ne dis pas qu'on en attendrait

des sanctions financières, mais au moins une distanciation politique et morale. »

Et par rapport aux idéaux de la démocratie chrétienne ? Pour le directeur du think tank par-

rainé par Jacques Delors (un chrétien... socialiste), la réponse n'est pas univoque : « *Le christianisme a déjà sévi dans cette région du monde, avec des versions identitaires antisémites. On retrouve dans la mouvance d'Orban une conception ethno-linguistique du christianisme. Cela est enkysté dans une crise d'identité hongroise. Par ailleurs, cela renvoie à une crise plus large de la démocratie chrétienne, qui a été supplantée dans beaucoup de pays par des courants nationalistes identitaires. Berlusconi, dont le parti est au PPE, n'est pas un démocrate-chrétien, que je sache. »*

Reste à savoir si la place du parti de Viktor Orban est en danger au PPE. Pour Yves Bertonecini, « *il serait plus logique qu'il soit affilié à des partis de droite. Mais il y a une solidarité partisane de la CDU-CSU allemande, qui s'explique notamment par la très forte intégration économique de la Hongrie avec l'Allemagne. Et même si Angela Merkel incarne bien, elle, la démocratie chrétienne, tant que l'axe du Fidesz tient à Berlin, il tiendra au PPE. »* ■

JUREK KUCZKIEWICZ

CONCERTATION

Une coordination entre niveaux de pouvoir

Le dossier de l'asile s'est bien évidemment invité à la table du comité de concertation. Il a été décidé d'organiser régulièrement des

réunions informelles entre le gouvernement fédéral et les Régions. Objectif : assurer l'échange d'informations et mettre en place, le cas échéant, des actions communes. Charles Michel a par ailleurs précisé qu'il était favorable à une répartition équilibrée des demandeurs d'asile entre les communes.

« Notre objectif reste un libre choix des communes mais si des communes sont réticentes, on pourrait envisager de passer à un plan obligatoire », a précisé le Premier ministre à l'agence Belga. Au passage, les Régions sont invitées à susciter les bonnes volontés. (V.La.)

ENTRETIEN

« Un problème de cohabiter avec lui »

L'eurodéputé wallon Claude Rolin (CDH), membre du groupe PPE, rejoint son président de parti Benoît Lutgen, qui a adressé une lettre au président du PPE Joseph Daul lui demandant d'exprimer sa « désapprobation » à l'égard de M. Orban.

Que pensez-vous de l'appartenance du parti de M. Orban au PPE ?

Ma position est claire : les positions prises par Orban par rapport au problème des réfugiés (mais aussi celles qu'il avait professées sur la peine de mort) sont diamétralement opposées à mes valeurs, qui sont aussi celles du CDH. C'est un problème pour moi de cohabiter dans un groupe avec un chef d'Etat qui a ce type de positions.

Quelles positions précisément visez-vous ?

Ses déclarations quant au danger de l'afflux de musulmans sur l'identité chrétienne sont contraires aux valeurs chrétiennes : c'est une absurdité totale, il devrait lire la dernière encyclique du pape François, et il comprendrait que ce n'est pas cela, l'humanisme chrétien. D'autre part, bloquer complètement avec des politiques très répressives l'arrivée de réfugiés est aberrant. Non seulement il érige des fils de fer barbelés, mais il construit aussi des barbelés dans la tête des gens.

Il n'y a pas beaucoup d'eurodéputés PPE qui expriment leurs distances par rapport à M. Orban...

J'en connais et il y en a qui s'expriment, par exemple Alain Lamas-soure. On sent qu'il y a un malaise au sein du PPE. Mais il y a aussi un problème de poids du nombre de députés. Le Fidesz a 12 députés au groupe PPE ; le CDH n'en a qu'un seul !

Vous posez la question de votre appartenance au PPE ?

Moi, je fais mon travail de parlementaire sur base du programme Europe du CDH. Je continue à exprimer ma désapprobation dans un groupe qui reste passif par rapport à des positions qui sont contraires aux miennes.

J. KZ

ENTRETIEN

« Ce n'est pas le mouton noir »

L'Allemand Manfred Weber est le chef du groupe PPE au Parlement européen.

Y a-t-il des éléments de la politique ou des paroles de Viktor Orban qui vous posent problème ?

Je suis régulièrement en contact avec le Premier ministre. Il est important de toujours maintenir le dialogue avec lui. Viktor Orban veille à sécuriser la frontière extérieure de la Hongrie avec la Serbie, et il demande que les règles de Dublin et de Schengen soient respectées. Cette demande est légitime. On ne peut pas, d'une part, critiquer les pays qui ne remplissent pas leurs obligations en matière de contrôle des frontières, et d'autre part, blâmer la Hongrie parce qu'elle essaye de faire passer les migrants par des « check points ». Ce n'est qu'en travaillant à une solution européenne, ensemble avec la Hongrie, que nous résoudrons la crise migratoire. Bien sûr, M. Orban a une forte personnalité, et je ne suis pas toujours à l'aise avec certains des mots qu'il emploie. Je lui ai dit

par exemple qu'en tant que démocrates-chrétiens, il était de notre devoir d'aider celles et ceux qui fuient leur pays pour sauver leurs vies. J'ai aussi clairement indiqué à M. Orban que nous attendions de la Hongrie qu'elle gère l'accueil des migrants avec discernement, et dans le plein respect des standards humanitaires internationaux.

Est-il en adéquation avec les valeurs du PPE ?

Le PPE est fidèle à ses valeurs d'humanisme, et au devoir d'offrir une protection aux personnes persécutées. Pour autant, nous ne pouvons accueillir toutes les personnes qui souhaitent se rendre en Europe, ni accepter un afflux massif de migrants économiques alors que les taux de chômage sont si élevés partout. Je pourrais d'ailleurs retourner la question aux socialistes européens : comment réagissent-ils aux commentaires de M. Fico, Premier ministre slovaque, sur les migrants ? Ou aux libéraux européens après les déclarations d'Andrej Babiš, vice-Premier ministre de la République tchèque, qui a dit que tous les migrants étaient des migrants économiques, et non des réfugiés ? Dans chaque famille, il existe des personnalités et des caractères divers. M. Orban n'est pas le mouton noir de l'Europe. Il essaye de jouer son rôle de Premier ministre hongrois.

J.KZ

Tension à la frontière hongroise

Des dizaines de migrants bloqués en Serbie ont forcé un barrage à la frontière avec la Hongrie après des heurts avec la police, premier incident de ce type depuis la fermeture de cette frontière par Budapest. Plusieurs centaines d'autres migrants sont entrés en Croatie, depuis la Serbie.



« La police hongroise a tué notre rêve »

REPORTAGE

HORGOS

CORRESPONDANCE

On a cru que la Hongrie allait ouvrir les portes et on a couru. » Ahmed est un Kurde de Syrie. Mercredi après-midi, des scènes d'échauffourée entre des réfugiés et la police hongroise ont éclaté à Horgos, à la frontière entre la Serbie et la Hongrie, où près de 5.000 personnes sont entassées dans un camp improvisé depuis le 15 septembre. La frontière est toujours hermétiquement fermée, mais au poste de « Horgos 2 », à une centaine de mètres du principal point de passage frontalier sur l'autoroute, les grillages mis en travers des voies d'accès vers la Hongrie ont été arrachés. En face, les forces anti-émeutes de la police hongroise montent la garde.

Des hélicoptères survolent la zone. A une dizaine de mètres de la frontière, des feux brûlent encore et des vêtements trempés, abandonnés dans la panique, jonchent le sol. Sur le visage des réfugiés, on peut lire le désarroi, mais aussi la colère. Selon Ahmed, le grillage s'est entrouvert vers 16 heures. « Nous avons compris que les autorités hongroises allaient laisser entrer les familles avec des enfants. Tout le monde s'est précipité. Nous avons crié *Hungary Welcome!* » Mais d'après des témoins, des petits

groupes de réfugiés se sont mis à lancer des bouteilles et à cisailler la clôture, prêts à en découdre avec les forces hongroises. L'hypothèse que des provocateurs se soient mêlés aux réfugiés n'est pas à exclure. La police a répliqué à coups de matraque et de gaz lacrymogènes. Des femmes et des enfants ont été blessés. Les canons à eau sont intervenus pour disperser la foule. En début de soirée, l'armée hongroise a été appelée en renfort.

Belgrade a vivement protesté contre les incidents de ce mercredi. Le ministre serbe des Af-

fares étrangères, Ivica Dacic, a annoncé qu'il allait envoyer une note diplomatique à Budapest demandant aux autorités hongroises de veiller à ce qu'une « situation telle qu'on l'a vue aujourd'hui, où des grenades lacrymogènes ont été lancées en direction de notre territoire, ne se reproduise plus ». Ces scènes d'émeute n'ont pas non plus manqué de provoquer des réactions internationales. Le secrétaire général de Nations unies, Ban Ki-moon, s'est dit « choqué et alarmé » par le traitement que subissent les réfugiés à la fron-

tière serbo-hongroise, ajoutant qu'ils devaient être traités avec dignité et dans le respect des droits de l'homme. La ministre allemande de la Défense, Ursula Von Der Leyen, a également condamné l'usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau contre les réfugiés, ajoutant que cela allait à l'encontre des lois européennes.

« Quand je vois ce qui a eu lieu, je me demande : où sont passés les droits de l'homme ? » FAREZ, SYRIEN

« On se sent tristes. Je ne sais pas pourquoi la police a agi comme ça. Elle a tué notre rêve. » Nadhal, 57 ans, est un ingénieur irakien de Mossoul. Il a quitté son pays avec ses deux filles, médecin et ingénieur, dans l'espoir de se rendre en Suède, vers « un meilleur avenir et une vie décente ».

Ce soir, il dort dans une petite tente distribuée par une organisation humanitaire. Comme d'autres réfugiés, il espère encore que la Hongrie finira par ouvrir ses portes. Farez, une quarantaine d'années, témoigne également de son désarroi. Pour financer son voyage, cet ancien professeur de français à Damas a travaillé huit mois comme déménageur à Ankara, en Turquie, où sa famille est restée. « En Syrie,

tout est détruit. Il n'y a plus d'écoles, plus d'hôpitaux. Moi, j'aime l'Europe. Mais quand je vois ce qui a eu lieu aujourd'hui, je me demande : où sont passés les droits de l'homme ? »

Les émeutes de ce mercredi ne sont finalement pas une surprise. Du jour au lendemain, un goulot d'étranglement s'est formé à la frontière hongroise. La Serbie est devenue un cul-de-sac. Et Budapest n'a pas créé de soupape de sûreté. Ou si peu. Mardi, à peine 70 familles ont pu entrer dans les « zones de transit », des containers alignés le long de la clôture de barbelés qui sépare les deux pays. Quarante familles ont été autorisées à passer en Hongrie, les trente autres ont été refoulées en Serbie. « La situation est inacceptable », a tonné Ivica Dacic, mardi lors d'une conférence de l'OSCE à Prague. « La Serbie n'est pas un centre collectif. Nous voulons faire partie de la solution. Au lieu de quoi, nous

sommes en train de devenir un dommage collatéral. » La Serbie, qui n'est pas un Etat membre de l'Union européenne, se retrouve « coincée entre deux parties de l'UE [la Grèce et la Hongrie] qui ne coopèrent pas et ont des vues politiques différentes », a-t-il regretté.

Conséquence du blocage à la frontière serbo-hongroise, de plus en plus de réfugiés tentent de gagner l'espace Schengen en traversant la Croatie. Dans la nuit de mardi à mercredi, quelque 300 personnes en provenance directe de Presevo, dans le sud de la Serbie, non loin de la frontière macédonienne, ont été transportées en autocar à la ville de Sid, le seul point de passage terrestre entre la Serbie et la Croatie. La police croate les a dirigés vers un poste d'enregistrement situé à Tovarnik, où l'on se préparait depuis plusieurs jours à les accueillir. ■

PHILIPPE BERTINCHAMPS
(La Tribune de Genève)

Balkans La Croatie ouvre sa frontière ; la Slovaquie est catégorique

La tension à la frontière entre la Serbie et la Hongrie est maximale. Mais hier, avant que des centaines de réfugiés ne fassent sauter le barrage du poste-frontière de Röszke (lire ci-dessus), d'autres réfugiés choisissaient de laisser la frontière hongroise dans leur dos. Des familles, avec leurs maigres bagages en main, ont repris la route dans l'autre sens, et retournaient vers le centre des terres serbes...

Où vont-elles ? Où vont les réfugiés qui abandonnent l'idée d'entrer dans l'espace Schengen par la Hongrie ?

Certains ont choisi de tenter leur chance par la Croatie. Ce mercredi, pour la première fois, un nombre important d'entrées de réfugiés syriens, irakiens, afghans... a été enregistré à la frontière croate : 1.200, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. « *A 19h50 (heure belge) un total de 1.191 migrants étaient entrés en Croatie, dont 818 hommes, 189 femmes et 184 enfants* », a détaillé hier soir un communiqué de presse.

Depuis que la Hongrie a totalement cadenassé sa frontière, lundi minuit, la Croatie s'attendait à ce que le flux de réfugiés se dirige vers Zagreb. Hier, les autorités croates ont annoncé qu'elles

allaient permettre aux réfugiés d'entrer dans le pays, afin de les rediriger vers les pays auxquels ils souhaitent se rendre – l'Allemagne et les pays scandinaves en tête... Un train d'environ 1.000 places est venu chercher les réfugiés arrivés de Serbie pour les emmener vraisemblablement à Zagreb.

Mais ensuite ? Les autorités croates ont bien précisé qu'elles comptaient seulement permettre aux réfugiés de traverser leur pays... Après la Croatie, les 4.000 réfugiés que Zagreb s'attend à accueillir dans les prochains jours prendront donc la route pour la Slovaquie, puis pour l'Autriche.

Un « bouchon en Autriche »

Jusqu'à présent, l'Autriche a réinstauré les contrôles à ses frontières (comme l'a fait l'Allemagne dimanche soir) uniquement à sa frontière avec la Hongrie. Mais cela pourrait changer, si les réfugiés optaient massivement pour une nouvelle route migratoire. Ce jeudi, le chancelier autrichien Werner Faymann va se rendre à Zagreb pour s'entretenir avec Zoran Milanovic (Premier ministre croate), ainsi qu'à Ljubljana

pour discuter avec Miro Cerar, le président slovène. Reste à voir ce qui sortira de ces deux rencontres. En attendant, la Slovénie va commencer des contrôles à sa frontière avec la Hongrie...

Si l'Autriche s'inquiète de l'arrivée de réfugiés par la Slovénie, c'est parce que le pays compte déjà pour le moment un nombre important de réfugiés en transit sur son territoire. Depuis que l'Allemagne a « fermé » sa frontière avec l'Autriche, les réfugiés entrent au compte-gouttes en Bavière. Et vu que Vienne les fait entrer depuis lundi tout aussi lentement côté hongrois, une sorte de « bouchon » s'est formé en Autriche. Lundi, les autorités évaluaient à 20.000 le nombre de réfugiés présents sur le pays, dont la majeure partie attend pour entrer en Allemagne. Mardi, 5.000 personnes attendaient dans la gare de Vienne. Et hier, un gros rassemblement de réfugiés était constaté dans la gare de Salzbourg, située à cinq kilomètres de l'Allemagne. Des bus et des particuliers y avaient amené des réfugiés depuis d'autres villes en Autriche. Mais vu le caractère bondé de la gare, 1.000 réfugiés ont décidé hier de quitter Salzbourg pour rejoindre l'Allemagne à pied.

Hier, tandis qu'à l'ouest de la Hongrie l'accueil des réfugiés se faisait lentement mais sûrement, à l'est, une certaine tension était palpable dans le discours des uns et des autres. La Roumanie a répondu sèchement à la Hongrie que son nouveau projet de clôture anti-migrants entre leurs deux pays était « contraire à l'esprit européen ».

« Pas des aspirants terroristes »

La Slovaquie a quant à elle indirectement soutenu la Hongrie dans sa politique sécuritaire, populiste et anti-migrants. Robert Fico, le Premier ministre slovaque, a déclaré : « *L'Union européenne est face à l'assaut de centaines de milliers de migrants et n'est plus un lieu sûr. Nous pouvons dire sédenieusement que 90 % de ces gens sont des migrants économiques.* » Il a également ajouté : « *Aucun membre du gouvernement ne dit que tout migrant est un terroriste. Mais parmi les centaines de milliers de personnes déjà arrivées, il peut y avoir des milliers de personnes potentiellement très dangereuses.* »

Une déclaration aux antipodes de l'intervention de Federica Mogherini, la Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères, dans les colonnes de *Libération* hier matin. Elle a affirmé que « *cela n'aurait guère de sens pour un aspirant terroriste de se présenter comme réfugié alors que ses empreintes sont automatiquement enregistrées dans le fichier Eurodac. Ils ont des fichiers bien plus sûrs. De plus, tous les attentats qui ont eu lieu en Europe ont été commis par des citoyens européens ou des résidents de longue date...* »

A l'est de la Hongrie, la journée d'hier fut donc ponctuée de déclarations tranchées. Même scénario au sud de l'UE : la Bulgarie a annoncé qu'elle envisageait d'envoyer des militaires à sa frontière avec la Turquie. Depuis quelques jours, des centaines de réfugiés attendent à cet endroit – bien que les autorités turques veuillent les renvoyer vers Istanbul. « *Vu ce qu'il se passe chez nos voisins (turcs), il faut être prêts* », estime le directeur de la police des frontières bulgares. ■

CATHERINE JOIE